

Budget 2012 intervention du groupe communiste

Le Cabinet Klopfer qui a réalisé un audit sur les finances du département vient de nous montrer dans quelles difficultés nous nous trouvons pour élaborer le budget 2012. Même si la situation financière est bonne, elle ne peut pas le rester en l'état actuel des choses.

Mais nous avons l'intention de sortir du « diktat » des agences de notation, de nombreux économistes aujourd'hui donnent des pistes pour sortir de l'emprise des marchés financiers.

Je reste optimiste car il y a possibilité de faire autrement que de d'imposer la fameuse règle d'or Sarkozy-Merkel obligeant les gouvernements nationaux au retour à l'équilibre budgétaire donc à l'austérité.

Les ressources dont nous disposons ne nous permettent pas de satisfaire toutes les propositions remontées par les vice présidents.

Cependant, les choix que nous avons opérés permettent de construire un budget équilibré qui reprend les grandes orientations choisies mais en différant certains investissements.

Nous avons fixé comme priorité le social, pour permettre aux plus défavorisés, aux plus faibles d'entre nous d'avoir une vie décente.

Nous avons choisi également de faire un effort significatif en direction du personnel pour réduire les inégalités. Des réajustements sont nécessaires pour donner davantage de perspectives. Le personnel n'est pas une charge à compresser mais un investissement en moyens humains sur lesquels les élus pourront mieux s'appuyer.

Mais nous avons du aussi faire des choix, car les besoins augmentent et les recettes diminuent. C'est sur les routes que nous avons choisi de faire des économies. Dans ce domaine, nous ferons aussi bien que nos prédécesseurs, mais avec des budgets beaucoup plus modestes.

Nous ferons de notre mieux, mais nous ne manquerons pas de réclamer à l'état ce qu'il nous doit mais aussi qu'il rende aux collectivités les moyens de mener les politiques qu'elles jugent utiles pour les territoires.

Et ici, je m'adresse à nos collègues parlementaires qui ont soutenu la réforme territoriale qui nous conduit aujourd'hui dans une impasse financière.

Monsieur Bailly, pourquoi n'avez-vous pas suivi la nouvelle majorité de gauche au Sénat quand elle a abrogé les articles de la loi de Décembre 2010. Qu'attend l'assemblée nationale pour faire de même car on connaît déjà les difficultés qu'elle engendre.

Pourquoi n'avez-vous pas suivi la nouvelle majorité de gauche au Sénat quand elle a voté une taxe 0.05% sur les transactions financières qui, selon ATTAC rapporterait 200 Mds €. Quelle bouffée d'oxygène ce serait pour le pays et les collectivités locales si une part de cette taxe leur était redistribuée.

Il ya quelques temps vous nous avez écrit ainsi qu'aux maires, pour nous demander nos observations et propositions pour tenter de mettre fin à l'inflation des normes, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire et qui posent de sérieuses difficultés aux collectivités locales.

Certes la démarche est louable, mais n'avez-vous pas, ainsi que le député Sermier, voté ces textes. Ne vous êtes vous pas rendu compte à ce moment là de ce qu'elles engendreraient et ce qu'elles coûteraient à nos collectivités ?

Et puis les directives qui émanent de la commission Européenne, même pas votées par des élus, et s'imposent aux pays membres sont le fruit de la construction Européenne que vous avez voulue.

Les Français qui ont voté NON au traité Constitutionnel avaient raison et ils avaient peur de cette Europe qui divise, qui contraint, qui met en concurrence au lieu de protéger et de rassurer.

Et ce NON, le Président Sarkozy avec VOTRE soutien l'a volé aux Français ! Dans quelle démocratie sommes-nous ?

Il faut sortir de cette spirale financière qui plonge les pays dans l'austérité.

Il faut sortir des griffes des agences de Notation qui déposèdent les peuples de tout moyen d'action.

Il faut sortir de cette skyzophrénie politique, où la droite sur le terrain dit faire notre bien alors qu'elle décide le contraire à Paris.

Je crois qu'il est temps que vous rendiez aux Français les rênes du pays.

Il est urgent de partager équitablement les richesses pour donner aux Français les moyens de vivre sereinement et aux collectivités locales les moyens de construire des budgets ambitieux.

La différence entre la droite et la gauche, c'est que nous prenons en compte les besoins et nous tentons de mobiliser les moyens. Vous c'est l'inverse, vous limitez les dépenses à ce que nous laisse l'état.

André LAMY

Porte parole du Groupe Communiste

Le 8 Décembre 2011